

Art. 2. — L'article 5 de l'arrêté du 13 décembre 1956 susvisé est complété comme suit :

« Art. 5. — Sont dispensés de la première année d'études et des épreuves probatoires les candidats justifiant de l'un des titres ou diplômes suivants :

« Certificat d'études physiques, chimiques et biologiques ou certificat préparatoire aux études médicales. »

(Le reste sans changement.)

Art. 3. — Le directeur général des enseignements supérieurs du ministère de l'éducation nationale et le directeur général de l'enseignement et des affaires professionnelles et sociales du ministère de l'agriculture sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1965.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire général,
PIERRE LAURENT.

Le ministre de l'agriculture,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
JEAN VAUDEVILLE.

Ouverture de sessions d'examen en vue de l'obtention des première et deuxième parties du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu l'arrêté du 24 août 1964 instituant un diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 1964 relatif au diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 portant délégation d'attribution au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Une session d'examen en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire (1^{re} partie) aura lieu dans la semaine du 23 au 28 mai 1966.

Art. 2. — Les demandes d'inscription sur la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves devront être déposées auprès des chefs des services départementaux de la jeunesse et des sports avant le 20 février 1966. Ces demandes devront être accompagnées du dossier constitué selon les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 9 septembre 1964 (*Journal officiel* du 24 septembre 1964), complété par un *curriculum vitae* et deux photographies d'identité.

Art. 3. — Le chef du service de la jeunesse et de l'éducation populaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 octobre 1965.

MAURICE HERZOG.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu l'arrêté du 24 août 1964 instituant un diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 1964 relatif au diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 portant délégation d'attribution au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Une session d'examen en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire (2^e partie) aura lieu à partir du 20 février 1967.

Art. 2. — Les candidats doivent soumettre à l'approbation du jury, avant le 15 novembre 1965, le cadre de l'expérience pratique d'un an qu'ils se proposent d'effectuer et le sujet du mémoire dans lequel ils exposeront cette expérience et ses résultats conformément à l'article 9 de l'arrêté du 9 septembre 1964. Ils préciseront l'option choisie. Les propositions doivent être remises aux services départementaux de la jeunesse et des sports.

Art. 3. — Les demandes d'inscription sur la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves devront être déposées auprès des mêmes services avant le 20 novembre 1966 et être conformes aux prescriptions de l'article 10 de l'arrêté du 9 septembre 1964.

Art. 4. — Les mémoires portant sur l'expérience pratique de chaque candidat devront être déposés auprès des chefs des services départementaux de la jeunesse et des sports avant le 15 décembre 1966.

Art. 5. — Le chef du service de la jeunesse et de l'éducation populaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 octobre 1965.

MAURICE HERZOG.

Déclaration d'utilité publique de l'acquisition par l'Etat (ministère de l'éducation nationale) d'un immeuble sis à Bordeaux (Gironde).

Par arrêté en date du 21 octobre 1965, pris en application de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique et du décret n° 59-680 du 19 mai 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la déclaration d'utilité publique de certaines catégories de travaux ou d'opérations, est déclarée d'utilité publique l'acquisition par l'Etat (ministère de l'éducation nationale), en vue de l'extension de l'institut d'odonto-stomatologie relevant de la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Bordeaux, d'un immeuble sis 14, cours de la Marne, à Bordeaux (Gironde), appartenant à M. Georges Pouley et d'une superficie réelle au sol de 250 mètres carrés.

Dates du concours d'inspection de la jeunesse et des sports.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1965 autorisant l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les épreuves écrites du concours ouvert par l'arrêté susvisé du 6 octobre 1965 pour le recrutement d'inspecteurs de la jeunesse et des sports sont fixées aux 3 et 4 février 1966.

La date des épreuves pratiques et orales sera précisée ultérieurement.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 25 octobre 1965.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Modalités du concours du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports (C. A. I. J. S.).

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier (recrutement et titularisation) des inspecteurs de la jeunesse et des sports, modifié par le décret n° 65-682 du 12 août 1965 ;

Vu l'arrêté du 11 mars 1963 ;

Sur la proposition du sous-directeur de l'administration du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté susvisé du 11 mars 1963 relatif aux modalités du concours du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports est modifié ainsi qu'il suit :

Admission à concourir.

Le concours en vue de l'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports est ouvert aux candidats justifiant des conditions prévues à l'article 2 du décret n° 51-837 susvisé du 3 juillet 1951, modifié par le décret n° 65-682 du 12 août 1965.

La liste des candidats autorisés à concourir est arrêtée par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Organisation du concours.

.....

Nature et lieu des épreuves.

.....

Elles comprennent :

.....

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le sous-directeur de l'administration est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 25 octobre 1965.

MAURICE HERZOG.